



BANQUE

La crise financière a renforcé les exigences des clients et collaborateurs des banques en matière de responsabilité sociale et environnementale (RSE). Longtemps gadget marketing, le sujet s'invite au cœur de la stratégie des institutions de crédit.

Développement durable : un nouvel enjeu pour les banques

Accusées de tous les maux, soupçonnées de n'avoir d'autre préoccupation que leur propre enrichissement, les banques doivent faire la preuve de leur utilité sociale et économique. Selon une enquête HSBC-TNS Sofres de 2010, plus des trois quarts des Français souhaitent que leur établissement bancaire s'implique dans le développement durable.

Pionnier du secteur en France, le Crédit Coopératif bénéficie d'ailleurs d'un regain de popularité, enregistrant au premier semestre une progression de 6,8 % sur un an du nombre de ses clients actifs, soit 283.000 personnes. Les équipes des banques sont aussi sensibles à la thématique de la responsabilité sociale et environnementale (RSE). Dans « notre enquête annuelle auprès des salariés, Global People Survey, ces sujets figurent régulièrement parmi les premières préoccupations qu'ils expriment », confirme Laurence Pessez, déléguée à la RSE pour le groupe BNP Paribas.

Signe le plus symbolique, le sujet a fait son apparition dans les plans stratégiques du Crédit Agricole et de la Société Générale.

Par conséquent, le développement durable est passé du rang de gadget marketing à celui d'enjeu de premier ordre susceptible de modifier le modèle économique des banques. Signe le plus symbolique, le sujet a fait son apparition dans les plans stratégiques du Crédit Agricole et de la Société Générale. La Banque verte s'est engagée à ce que toutes ses entités fassent la « promotion des initiatives en faveur de l'environnement et de l'agriculture durable » et à « impliquer ses salariés et administrateurs dans des engagements de développement durable ». De son côté, la Société Générale s'est fixée des objectifs de RSE au sein de chacun des quatre axes qui composent son plan Ambition 2015 (client, employeur, efficacité opérationnelle et image).



Selon une enquête HSBC-TNS Sofres de 2010, plus des trois quarts des Français souhaitent que leur établissement bancaire agisse en matière de développement durable et de financement de projets propres, comme la construction d'éoliennes.

Au-delà des mots, la fonction de responsable du développement durable est désormais clairement identifiée. Elle est en outre de plus en plus souvent directement rattachée à la direction générale. C'est le cas chez BNP Paribas et Société Générale, qui ont chacun, depuis deux ans, un responsable développement durable en charge d'une équipe dédiée. A La Banque Postale, le comité Développement durable est présidé par un membre du directoire.

Accompagner les clients

Cette organisation pousse les banques à aller au-delà du respect de leurs obligations en matière de RSE ou du financement de projets propres, comme la construction d'éoliennes. Le groupe BPCE affiche ainsi la volonté d'accompagner ses clients dans leur propre démarche. Habitat en Région Service (HRS), filiale des Caisses d'Épargne, apporte notamment aux collectivités locales ou aux bailleurs sociaux son expertise dans le domaine des certificats d'économie d'énergie, afin qu'ils puissent boucler le financement de leurs travaux de rénovation énergétique. Si l'activité de HRS est limitée, BPCE assure vouloir en étendre la logique à tous ses clients.

Certains groupes se montrent plus coercitifs : « Les directives internes de responsabilité sociale et environnementale qui ont été votées en comité exécutif s'appliquent non seulement à la manière dont nous exerçons nos métiers mais aussi aux méthodes de nos clients », affirme Jean-Michel Mépous, directeur du développement durable de Société Générale. Si leurs pratiques ne sont pas conformes à ces principes ou ne visent pas à s'y conformer, nous ne souhaitons pas travailler avec eux. C'est une politique que nous déclinaons progressivement. Pour l'heure, ce principe s'applique à nos grands clients, mais il s'étendra à tous d'ici deux ans », promet-il. D'ici à la fin de l'année, la banque appliquera un référentiel en vue de privilégier le financement d'acteurs et de projets favorables aux trois piliers du développement durable : l'environnement, la société et le développement économique, notamment dans les pays émergents.

REJANE REIBAUD ET NINON RENAUD



Olivier Arroua : « Les initiatives des banques restent déconnectées de leur propre activité économique »

Vous venez de publier un Livre blanc sur les meilleures pratiques de responsabilité sociale d'entreprise des acteurs financiers. Les banques jouent-elles vraiment le jeu du développement durable ?

Elles ont multiplié les actions en ce domaine mais, dans la majorité des cas, ces initiatives restent déconnectées de leur propre activité économique. Le développement durable répond encore trop souvent à une simple logique sociale ou éthique, car il est essentiellement considéré comme un centre de coûts ou une question d'image. C'est pourquoi les différentes initiatives diffèrent d'une banque à l'autre et sont discontinues : elles dépendent beaucoup de la sensibilité de chaque dirigeant, de ses contraintes budgétaires et de la conjoncture.

Certaines initiatives alliant préoccupations économiques et développement durable commencent toutefois à émerger. Peuvent-elles avoir un effet d'entraînement ?

Les banques ont en effet tendance à être très suivistes, mais toute la question est de savoir qui le premier mettra véritablement le développement durable au cœur de sa



« Le développement durable répond encore trop souvent à une simple logique sociale ou éthique. »

stratégie économique afin d'en démontrer le bien-fondé. La responsabilité sociale et environnementale est un levier de performance et de différenciation très efficace. D'abord en termes d'image, une gouvernance et une transparence mieux maîtrisées inspirent confiance et peuvent mettre à l'abri de rumeurs dévastatrices. Si la Société Générale avait une meilleure cote de crédibilité dans les milieux financiers, liée à une gouvernance et à une transparence

incontestables, une simple rumeur n'aurait pas provoqué une chute aussi importante de son cours de Bourse ces dernières semaines. Ensuite, en montrant qu'il fait des choix durables qui, malgré leur surcoût immédiat, sont profitables à long terme pour tous, un établissement bancaire se prémunirait contre d'éventuelles offres low-cost de nouveaux acteurs étrangers ou venant de la grande distribution. A moins que le marché ou les clients renforcent

eux-mêmes leur degré d'exigence dans le domaine de la responsabilité sociale et environnementale, l'initiative viendra sans doute d'une banque prête à prendre des risques pour gagner des parts de marché.

Vous proposez de participer à la création d'un fonds activiste en France pour peser sur les stratégies des grandes entreprises. Les banques pourraient-elles en être la cible ?

Non, car le secteur financier est très réglementé et surveillé, et aucun établissement en France n'a un comportement amoral ou socialement non responsable. Les banques pourraient créer elles-mêmes un fonds spéculatif qui parierait sur la chute du cours de certains acteurs industriels en appelant à leur boycott. Mais ces entreprises étant de gros clients pour les banques françaises, une telle hypothèse n'est pas vraisemblable. En revanche, des sociétés financières alternatives ou des banques américaines pourraient se lancer dans l'aventure. Je suis convaincu que cet outil permettrait réellement de faire bouger les choses dans le bon sens.

PROPOS RECUEILLIS PAR
NINON RENAUD